



Dossier

## Pharmacies, ou kiosques de la mort?

page 3

Marcel Batena:

### « il faut se méfier des médicaments moins chers »

page 4

**Moise Katumbi:  
retour en homme  
libre ou pour les  
chaînes?**

page 6

**LUBUMBASHI:  
LA MALAISÉE  
RENAISSANCE  
DE LUPOPO**

page 12

Sponsorisé

**Ecopo à Lubumbashi :  
c'est maintenant votre inscription**

Page 5

## Éditorial

## Nettoyez les pharmacies, sauvez des vies !

Le 6<sup>ème</sup> numéro de votre hebdomadaire *Congo Durable* est là, basé principalement sur les pharmacies. Bienvenue donc à Lubumbashi, ville où mourir est l'un des verbes qui se conjuguent au présent, avec l'aide de tout le monde, même ceux qui prétendent soigner la vie. Nombreux sont aidés à mourir par les pharmacies.

Pharmacie de proximité, la plus ordinaire et accessible à Lubumbashi, est devenue n'importe quoi. Mais, les professionnels s'indignent du trafic autour de leur identité. Mais qu'y peuvent-ils ? La loi est pourtant claire. Aucun médicament, aucun produit pharmaceutique ne peut être commercialisé en RDC sans autorisation. L'arrêté ministériel de 2015 sur les dispositions relatives à la mise sur le marché des produits pharmaceutiques a beau le dire clairement. Mais la société, au nom de la pauvreté, répond à de logiques pas faciles à saisir.

La certitude c'est que le standard des pharmacies se mesure au niveau de vie du quartier où elles sont implantées. Autant suit la qualité des médicaments proposés. Les avertis parlent de la vente « des aides à la mort ». Loin du Centre-ville, des pharmacies « extraordinaires », mais ordinaires pour les périphéries, pullulent.

Ne vous étonnez pas de lire sur un mur : « Pharmacie et divers », et derrière trouver un environnement de boucherie. Finalement, si elles persistent, c'est qu'elles ont leur

public, ces pharmacies dangereuses. C'est que, dans une certaine mesure, contradictoirement, elles rendent service. Qui osera, mais surtout, qui réussira à les stopper sans lui-même condamner des millions de pauvres à la mort ?

Plusieurs analystes s'accordent que gérer une pharmacie, délivrer des médicaments et/ou les administrer, est une responsabilité sociale énorme. Lorsque cette gestion plonge dans la négligence, des vies se détruisent ■

Fidèle Bwirhonde

## Infos en bref

• En visite en Afrique du sud chez Jacob Zuma, le président Joseph Kabila a dit son attachement au dialogue et à l'organisation des élections. Il n'a pas dit, toutefois, à quel moment ces élections auront lieu.

• Les membres du gouvernement ont pris, vendredi, l'engagement à lutter contre la corruption. C'est un acte d'éthique pour la bonne gouvernance, une marque du premier ministre Bruno Tshibala qui a déjà, depuis son avènement à la primature, réuni ses ministres pour un séminaire de renforcement des capacités.

• Les évêques catholiques, la CENCO médiatrice dans le dialogue sur la transition, demandent l'organisation des élections avant la fin de

l'année 2017. Ils l'ont dit vendredi à la clôture de leur conférence à Kinshasa. La CENCO demande, par ailleurs, qu'une enquête sérieuse soit réalisée sur les violences dans les Kasai qui ont déjà fait, selon elle, plus de 3000 morts.

• Plusieurs villages se sont vidés de populations dans le Tanganyika, sur l'axe routier Kalemie-Bendera. Les paysans ont fui les violences entre les pygmées et les bantus. Les hostilités sont parties du village de Kisonja, une localité située à environ 60 km de Kalemie. Deux personnes y ont été tuées à coup de flèches, plusieurs habitations sont incendiées, des établissements scolaires n'ont pas pu clôturer l'année scolaire, rapporte Radio Okapi citant des sources de la Monusco.

**Congo Durable** 

Directeur de publication  
**Didier Makal, +243 99 51 67 443**  
[d.makal@congodurable.net](mailto:d.makal@congodurable.net)

Rédacteur en chef  
**Fidèle Bwirhonde, 099 3838 508**  
Secrétaire de rédaction  
**Éric Cibamba, 099 4283 459**

Commercial  
**Richard Tujibikile, 097 22 666 11**  
Ont contribué à cette édition

- Alain Basila
- Christian Tuilzo
- Didier Makal
- Éric Cibamba
- Fidèle Bwirhonde
- Pétronie Ngoy
- Richard Tujibikile
- Willy Mbuyu

Lubumbashi traverse de nuits très agitées. A Tabacongo, des hommes armés cambriolent boutiques et débits de boisson ■

# Pharmacies, kiosques de la mort à Lubumbashi

**I**ls se vendent dans la rue, ils sont en officines ou dans des couloirs de bâtiments et, peu importe la température, les médicaments sont en pharmacies. Ils sont accessibles partout et à tous, à Lubumbashi. Inutile de savoir, dès lors, s'il existe de contrôles du pouvoir public et des services de santé.



Les rayons d'une pharmacie de fortune au centre-ville de Lubumbashi. Photo Fidèle Bwirhonde.

La devise de l'ordre de pharmaciens congolais est pourtant claire : « *Science, Conscience, Probité* ». Mais que valent ces mots quand « *l'État se montre négligeant* », et pas prêt à investir dans le secteur ?

## Qui tient la pharmacie tient la santé publique

Au 20 juin 2017, seulement **1.180 noms** figuraient sur le tableau de l'ordre des pharmaciens de la RDC, depuis 2015. Pourtant la seule ville de Lubumbashi emploierait bien plus ce chiffre.

L'inspection provinciale des pharmacies, autorité des laboratoires, médicaments et plantes médicinales, croit que ce sont « *des vendeurs de la mort qui finiront par disparaître* ». Pour le pharmacien inspecteur provincial, Dr Richard Lenge, « *un pharmacien tient entre ses mains une grande responsabilité sociale face à la santé publique* ».

## Pharmacien n'est pas tout le monde

Les établissements pharmaceutiques (pharmacies, dépôts et maisons d'optique) doivent répondre à une série de conditions avant leur ouverture et pendant leur fonctionnement. Ils dépendent largement de l'inspection provinciale alors que les pharmaciens dépendent de l'ordre des pharmaciens.

Seul un pharmacien formé et agréé devrait opérer, insiste le pharmacien inspecteur provincial. Et l'environnement exigé est clair : « *au moins 45m<sup>2</sup>, comprenant le bureau du pharmacien et son espace de préparation magistrale, une réception, des installations propres et une salle d'entreposage* », rappelle le Dr Richard Lenge. Et d'ajouter que « *deux pharmacies doivent être distantes d'au moins 500m à 1 km. En milieux urbains, la loi prévoit une pharmacie pour 10 mille habitants ou pour 5 mille en milieux ruraux* ». Avec entre 1,7 et plus de 6 millions d'habitants, Lubumbashi devrait compter au moins 179 pharmacies.

Le constat a beau être triste, l'inspection provinciale rassure mener une lutte acharnée contre les abus jusqu'au rétablissement de la conformité. Pourvu que cela tienne.

## Les tradipraticiens aussi concernés !

L'inspection de la santé souvent soupçonnée d'une certaine légèreté aurait son regard sur tous les secteurs liés au domaine pharmaceutique. La médecine traditionnelle n'est pas épargnée du contrôle autant que les pharmacies ordinaires, assure l'autorité. De toute façon, elle recourt aux plantes médicinales en destination de la population.

Après un premier contrôle suivi de la fermeture des pharmacies non conformes, il y a deux ans, le pharmacien inspecteur provincial promet un nouveau dans « *les 3 prochains mois* » visant notamment « *les kiosques de la mort* » qui sont « *un danger communautaire* ».

Depuis que la débrouille est devenue un mode de vie commun à la plupart de congolais, la réglementation du commerce des médicaments peine à s'appliquer avec succès à Lubumbashi comme partout en RDC. L'inspection provinciale reconnaît la difficulté, mais en attendant que tous les services se mobilisent pour le changement voulu, les pharmacies dangereuses risquent de faire plus de victimes■

Fidèle Bwirhonde

## Marcel Batena : « il faut se méfier des médicaments moins chers »

**L**e secteur pharmaceutique de Lubumbashi est sur une pente glissante. Des constructions souvent invraisemblables avec mention "pharmacie" pullulent dans la ville. Parfois, les personnes qui les tiennent n'en ont aucune capacité. Tout le monde est client, enfants et adultes. Cela fait bonnes affaires.



Un responsable de pharmacie en train de ranger ses médicaments à Lubumbashi.  
Photo Fidèle Bwirhonde.

La peur ne saisit plus beaucoup de personnes, au nom de la précarité du niveau de vie de la majorité. Dans un entretien exclusif à Congo Durable, le secrétaire du conseil provincial de l'ordre pharmaciens, Gentil Marcel Batena déplore des "dérapages".

### Quel est l'état de lieux du secteur pharmaceutique à Lubumbashi et dans la province ?

*Disons d'abord que l'ordre de pharmaciens est partenaire de l'État et s'occupe de ceux qui exercent cette profession et de la manière dont elle est exercée. Le secteur pharmaceutique est en difficulté, envahi par ceux qui le prennent pour un commerce alors qu'il s'agit vraiment de la vie. C'est la conséquence de la négligence de l'État à investir sérieusement dans notre profession.*

### Et quel est alors le rôle d'un pharmacien dans une institution hospitalière ?

Il n'y a pas d'hôpital sans médicaments, donc sans pharmacie. Quand le patient vient, il se fait consulter, le médecin fait son diagnostic et détermine les médicaments qui conviennent. C'est alors qu'intervient le pharmacien. Bref, le rôle du pharmacien est alors de concevoir, formuler, préparer, conserver et dispenser les médicaments gratuitement ou moyennant paiement. Il peut avoir des produits finis ou à préparer seul.

### A Lubumbashi, les vendeurs des pharmacies se préoccupent de moins en moins de l'ordonnance médicale. Comment rassurez-vous le contrôle des pharmaciens ?

Il faut distinguer les choses. On n'est pas pharmacien parce qu'on est dans une pharmacie, non. Un pharmacien, un vrai, ne ferait

jamais cela dans la situation normale. Dans certains endroits appelés pharmacies on utilise n'importe qui qu'on fait appeler pharmacien sans l'être. Cependant, il existe des médicaments à prescription médicale obligatoire, d'autres non. Ces derniers, vous les trouverez même en grande surface, mais toujours sous la responsabilité d'un pharmacien.

### Quelle est la responsabilité du « pharmacien » qui vend des médicaments à un enfant ou lorsqu'un décès vient à la suite des produits qu'il a délivrés sans ordonnance ?

Cela ne devrait pas arriver à un pharmacien. C'est des défauts de charlatans qui n'ont besoin que d'argent. Un pharmacien, de par sa formation, sait que c'est punissable. Mais puisque c'est la mort, toute atteinte à la vie humaine est punissable. S'il s'agit d'un pharmacien, il prendra le temps d'évaluer ses produits. Dans la plupart des cas, ce sont les charlatans vendant des médicaments à origine et qualité douteuses qui causent ces dégâts.

**Vous parlez largement des charlatans, pourtant ils persistent, leurs pharmacies aussi. Quel pouvoir avez-vous sur ces gens et pourquoi perdurent-ils ?**

Suite, page 9

# Ecole de gouvernance économique et politique

## C'est maintenant votre inscription

**L'**École de la gouvernance économique et politique (Ecopo) dispense un enseignement de haut niveau et pratique. Elle est l'unique du genre dans le Katanga, basée à Lubumbashi. Depuis 6 ans de son existence, elle reçoit les diplômés du secondaire et les licenciés (bac+5).



Les étudiants de l'Ecopo lors de la cérémonie de collation de grades académique 2015-2016. Source: Ecopo.

Ecopo forme l'élite de la gouvernance économique et politique armée sur le programme LMD (Licence, Master, Doctorat).

### Inscrivez-vous à l'Ecopo pour l'année 2017-2018

Pour l'année académique prochaine (2017-2018), l'École de la gouvernance économique et politique inscrit jusqu'au mercredi 26 juillet. Les candidats retenus passeront un test d'entrée, pour les diplômés du secondaire et d'université, le jeudi 27 juillet à Ecopo. Ce sera l'école même, dans l'enceinte du collège Imara, au croisement des avenues Mama Yemo et Ruwe, dans la com-

mune Lubumbashi. Les diplômés du secondaire, mais aussi les candidats détenteurs de titres universitaires sont reçus en Licence, en master et pour le doctorat à l'Ecopo. Ils reçoivent une formation de haut niveau qui les rend plus compétitifs en milieux professionnels et créateurs d'emplois.

### Un enseignement au standard international en termes de gestion

L'École de la gouvernance économique et politique que dirige le professeur Emmanuel Banywesize, dispose d'un personnel qualifié.

Elle organise 4 filières d'études : *Gestion des entreprises et des organisations, Gestion des entreprises et ingénierie financière, Gestion des finances publiques, Diversification et le développement agroalimentaire et industriel.*

En matière de gestion, Ecopo est devenue la référence à Lubumbashi et dans toute la région sud de la RDC. « École d'excellence », Ecopo garantit un diplôme homologué en licence (bac+3) et/ou master (bac+5), soit un enseignement au standard international en termes de gestion.

Les étudiants assidus et excellents ont la chance d'intégrer le personnel de l'Ecopo. C'est une coutume depuis sa création.

Les inscriptions sont ouvertes de 8h00 à 16h00, du lundi au vendredi. Les samedis, elles sont lieu de 09h00 à 12h00. Besoin d'en savoir plus sur l'école de la gouvernance économique et politique ? Visitez le [www.ecopo.org](http://www.ecopo.org) ou contactez la direction au +243 820 018 440.

Étudier à Ecopo, c'est mettre en valeur ses atouts et élargir la couverture de ses chances de se distinguer dans un pays où l'emploi n'est plus garanti à personne, sauf aux meilleurs. Défier le chômage, devenez votre propre patron. Et c'est possible grâce à l'École de la gouvernance économique, Ecopo. Faites le bon choix !■



Prof. Emmanuel Banywesize, Directeur général de l'Ecopo. Source: Ecopo

## Moïse Katumbi

## Retour en homme libre ou pour les chaînes?

**R**evenir au pays en homme libre, Moïse Katumbi l'a annoncé il y a environ deux semaines. Depuis l'étranger, le dernier gouverneur du Katanga qui se veut digne de la présidence de la République, rappelle continuellement sa candidature aux présidentielles prochaines. Pourtant, Moïse Katumbi est conscient que la justice congolaise est à son attente. Et une première condamnation à 3 ans de prison l'a déjà disqualifié de la course à la présidence. Comment devrait-il alors revenir en homme libre et éligible?



L'opposant Moïse Katumbi devant le palais de justice de Lubumbashi en 2016  
Photo: Didier Makal.

La communauté internationale voudrait voir Katumbi revenir dans son pays sans condition. C'est du moins ce qu'a recommandé une semaine plus tôt, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. Mais cette pilule est indigeste pour Kinshasa. Si pour certaines croyances, Katumbi est en exil, Kinshasa persiste à dire que Moïse Katumbi avait obtenu un accord légal de quitter le territoire national pour raison de santé. En vue des soins médicaux autorisés à l'étranger, donc.

Mais si tel est le cas, seraient-ils menteurs, ceux qui affirment que Katumbi est interdit de retour au pays? Ou alors le pouvoir est hypocrite? Pourtant Katumbi lui-même soutient cette position tant sur internet que devant l'audiovisuel international.

Un retour en eau trouble

Le retour annoncé en homme libre de monsieur Katumbi ne passe pas pour certains : utopie pour les uns, réalité pour les autres. Un retour qui divise l'opinion depuis son annonce. D'une part, à cause du lobbying international soupçonné autour de Moïse Katumbi, concocquant des sanctions occidentales contre les kabilistes. D'autre part, c'est à cause du choc qu'il a laissé dans son ancienne famille politique, devenant sa bête noire.

Les sorties médiatiques de Katumbi, les déclarations européennes autour de son nom, ne l'ont pas assez aidé. En face, un gouvernement congolais debout sur ses gardes lui rend aussi le projet difficile à accomplir. C'est comme qui dirait : vous nous agacez avec Katumbi, nous ne vous le laisserons pas devenir président.

Katumbi, et la controverse

Le dernier gouverneur du Katanga constitue le dernier rempart pour plusieurs congolais, rêvant d'une alternance politique. Mais son nom associé aux sanctions européennes, le présente sous un jour plutôt diabolisé.

On va jusqu'à penser que Katumbi a déjà perdu ses chances et la justice étrangère n'y pourra rien. « *La RDC a sa justice et ne peut se soumettre à la justice étrangère* », estime le professeur Banza Malale, avocat près la cour d'appel de Lubumbashi. Et d'ajouter que « *le jugement peut ou ne pas plaire, mais dès qu'il est rendu, il est exécutoire. Il y a des voies de droit pour ne pas appliquer un jugement au lieu de chercher un recours en dehors de l'appareil judiciaire* ». Une grâce présidentielle que ni le concerné, ni le donneur de grâce (président Kabila), ne peuvent imaginer, tant leur inimitié semble grand.

La confusion autour de l'affaire Katumbi est profonde. Individus et Etat y perdront, sans doute, qui honneur, qui dignité, qui peut-être la vie. « *Le défaut c'est qu'en parlant de l'Etat vous voyez un individu, alors qu'on ne peut à une personne le substituer. Aussi n'acceptons pas une justice injuste qui s'applique aux uns et non aux autres* », lâche Banza Malale ■

Eric Cibamba

## Sécurité en RDC, ça va mieux selon Jacob

**D**imanche 25 juin, Joseph Kabila a fait un tour chez Jacob Zuma et le visage de la RDC semble s'être été sorti redoré. Une rencontre avant tout entre amis. Le président congolais a présenté un Congo où le dialogue est permanent. L'opposition doit en rougir, elle qui ne manque pas sur quoi tirer. Et comme artiste un peu trop optimiste, Jacob Zuma a peint un tableau d'un Congo-Kinshasa politiquement vivable avec une situation sécuritaire acceptable, donc améliorée. Son homologue devait sûrement s'en réjouir. Même si d'autres se gêneraient.



Le président Sud-africain Jacob Zuma (à gauche). Source: Commons, Wikipedia.

Je ne saurais m'empêcher de penser aux congolais victimes de l'éruption de la milice « Kamwina Nsapu » ou ces endeuillés de Beni. Que disent-ils de ces déclarations du président sud-africain Jacob Zuma ? Depuis des années maintenant, il est devenu coutume de ne point sortir de chez soi à certaines heures du soir. Certains quartiers, parfois des villes entières, ne sont plus fiables. Cela, qu'il s'agisse de Kinshasa ou de Lubumbashi, des villes les mieux en vue en RDC.

### La RDC en paix, mon œil !

N'allons pas loin ! La sécurité est une étrangère pour certains de nombreux habitants de la cité Gécamines ou du quartier Kalebuka, à Lubumbashi. Et depuis deux semaines, obligé sortir du silence par l'émergence d'une certaine insécurité alarmante, le gouverneur intérimaire

du Haut-Katanga, Célestin Pande, a lancé l'opération "Kibunu", coup de tête.

Il espère tant soit peu gérer la situation. Belle initiative, effet, mais pas de gaieté de cœur. Pourvu que ça marche !

### Jacob Zuma connaît-il la RDC ?

Dans pareille situation, alors que des compatriotes se méfient les uns des autres, on parle d'un Etat stable, d'une sécurité améliorée. Et ce dialogue permanent, à l'« aboutissement heureux », est celui de décembre 2016 auquel même la médiation catholique ne croit plus. C'est peut-être parce que Kinshasa est calme que Zuma croit la RDC sur la bonne voie. Ce qui n'est pas synonyme paix. J'aurais aimé qu'ils en parlent au futur, qu'ils nous donnent d'espérer,

Mais c'est quoi une sécurité stable ? Les spécialistes conviennent que la paix n'est pas que l'absence de la guerre. Ils admettent que manquer d'eau ou d'électricité, à manger ou un emploi est une situation de non-paix. Or la RDC vit pire encore : plus de 3000 morts dans les Kasai sur lesquels le pays ne peut rien savoir avec précision, des massacres répétés sans en connaître les vrais auteurs à Beni, des groupes armés toujours actifs, des conflits communautaires, des évasions des prisonniers... Zuma croit que ceci est une stabilité■

Bwif

*La coopération mixte RDC-RSA en est à sa dixième session en 2017. Une coopération économique, mais l'Afrique du sud est aussi un allié important de la RDC. Plusieurs sociétés sud-africaines ont investi dans les mines et les énergies, notamment, en République démocratique du Congo. Aussi, le régime Kabila trouve un bon soutien auprès des régimes qui se sont succédé en Afrique du sud : Thabo Mbeki et Jacob Zuma. Les deux chefs d'Etat ont soutenu la RDC contre les rebellions. C'est aussi en Afrique du Sud que l'Accord de paix qui a sauvé la RDC de l'éclatement a été signé en 2002 et adopté en avril 2003.*

## La guerre des combattants contre la rumba de RDC

**L**es concerts et bien d'autres tournées des musiciens congolais de Kinshasa en Europe sont perturbés régulièrement. Parfois, comme cela est arrivé à Fally Ipupa la semaine dernière, ils sont annulés par les combattants. La raison serait peut-être dans le fait que la musique congolaise est trop pleine dans la publicité.



Une danseuse traditionnelle et un spectateur à un concert de musique du Katanga à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2017.

À Paris, Londres ou Bruxelles, les combattants font échouer des concerts de célèbres musiciens congolais de Kinshasa. En cause, des œuvres teintées de culte de personnalité et de louanges des politiques fâchent la diaspora hostile au pouvoir de Kinshasa. C'est une hostilité née de la passivité supposée des musiciens face à la répression des protestations civiles.

### L'ami de notre ennemi l'est aussi

Les dirigeants congolais sont *persona non grata* pour les combattants. De ce fait, tout musicien de mèche avec un dirigeant congolais, fût-il rien qu'en le citant dans ses œuvres, devient insupportable aux yeux de la diaspora combattante. Plusieurs auraient voulu entendre les stars de la rumba congolaise, à la place de l'amour et des célébrations des politiques, appeler à « *l'émancipation noire* », estime un analyste culturel.

Pour les combattants congolais, la musique devrait aider à bouger les lignes en RDC, véhiculer le courage d'oser.

### Fally jeté dehors en Europe, Werrason accueilli en roi à Kinshasa

Les sanctions ne sont pas seulement pas pour les politiques, en RDC, vis-à-vis de l'Europe. Qui-conque foule aux pieds les droits humains ou reste passif à la crise politique en RDC, les croitera un jour. Les combattants punissent les acteurs culturels, précisément les musiciens.

La surprise c'est que, ces artistes refoulés de l'Europe ont un succès étonnant à Kinshasa. Fally Ipupa, mais aussi Werrason, ont été favorablement accueillis dans la capitale congolaise, comme s'ils étaient de vrais héros.

Presqu'au même moment que Fally

Ipupa a manqué son concert à Paris, en Suisse, le ministre de la justice Alexis Thambwe était recherché par les combattants. Ils ne l'ont pas eu, indique-t-on.

### Du professionnalisme au ridicule

Les conséquences d'un manque de contenu qui réponde aux aspirations de la population, ou du moins du bien commun, finissent par nuire à la carrière même des artistes. Les accusations de rouler pour le pouvoir de Kinshasa ne constituent peut-être qu'un arbre qui cachent la forêt. Mais en réalité, les musiciens congolais, notamment ceux qui sont plongés dans la rumba, ne proposent plus de contenus qui touchent à la société.

Finalement, après avoir tant chanté l'amour, les rois de rumba deviennent des publicitaires pour se faire un peu d'argent des politiciens. Voilà qui leur crée de barrières■

Richard Tujibikile

## Congo Durable

Un site web

[congodurable.net](http://congodurable.net)

Un Hebdomadaire

CD Hebdo

## Nord-Katanga : L'insécurité alimentaire touche 80% de ménages

**L'**insécurité alimentaire secoue sérieusement la partie nord de l'ancienne province du Katanga. « *Près de 8 ménages sur 10 sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère et modérée* », indique une analyse rapportée par le FAO. Une crise qui inquiète les humanitaires, aggravée par les conflits à répétition dans la région.



Des cultivateurs encadrés par le PAM et la FAO près de Kalemie. Source: FAO

Les troupes de Laurent-désiré Kabila (1997) suivies de celles des rébellions armées par ses anciens alliés rwandais et ougandais ont déséquilibré cette région. La situation s'empire avec la naissance de la milice d'autodéfense Mai-mai, avant de se rebeller, avec Gédéon Kyungu, jusqu'en mai 2006. Ce dernier reviendra 2011, s'échappant de manière spectaculaire de la prison de Kasapa, à Lubumbashi, où il purgeait sa peine de mort commuée en réclusion à perpétuité.

### Un lourd bilan humanitaire

Les différentes insurrections enregistrées dans la région ne sont pas restées sans effet sur la population. L'impact a été particulièrement ressenti dans les territoires de Kalemie, Manono, Pweto dans le Tanganyika et Mitwaba dans le Haut-Katanga, avec le conflit opposant les pygmées aux bantu. Il a succédé à la milice séparatiste Mai-mai Kata-Katanga, causant 524.000 déplacés,

des femmes et des enfants en majorité, durant les dix derniers mois. Et la sécurité alimentaire s'en est sortie profondément affectée.

La résurgence de ce conflit communautaire a fait rater deux saisons culturales consécutives aux paysans depuis 2016, rapporte le FAO. « *Dans d'autres territoires, les activités champêtres ont été suspendues ou ralenties* », renseigne la même source.

### Le PAM et la FAO unis pour autonomiser les paysans

En quête de solution, le PAM (programme alimentaire mondial) et le FAO ont initié le projet « Achat pour le progrès » (P4P) en vue d'autonomiser les déplacés. La vision est d'assurer aux petits agriculteurs familiaux de passer « *d'une agriculture de subsistance à une agriculture orientée vers le marché* ». Ce sont près de 18.000 ménages qui bénéficient de l'appui technique de ces

deux organismes onusiens.

Le programme prévoit de mettre un accent particulier sur l'égalité entre sexes, l'autonomisation des femmes et la promotion de la paix. Il souligne d'ailleurs que « *la sécurité alimentaire représente un facteur essentiel pour rétablir la paix et la cohésion sociale dans les communautés rurales.* »

À Kalemie dans le Tanganyika, par exemple, « *2 000 déplacés ont repris une activité agricole* » et produisent des légumes avec le soutien de la [#UNFAO](#), a annoncé le 21 juin, [Dominique Burgeon](#), directeur des urgences à la FAO.

### La RDC, capitale africaines des déplacés internes

Sur toute l'étendue de la RDC, ce sont environ 6 millions de personnes qui sont en situation de crise alimentaire, indique la FAO. L'insécurité « aggravée » dans les Kivu, et dans les Kasai, en est la principale cause. Elle a déjà causé 3,7 millions de personnes déplacées. Du coup, la RDC se classe en tête des pays africains comme le plus affecté par les déplacements internes.

Les régions touchées par ces crises ont en plus une population faisant face à une extrême pauvreté dont la majorité vit en milieux ruraux, sans besoins sociaux de base ■

**Didier Makal**

Nous sommes l'ordre de pharmaciens, seuls les pharmaciens nous préoccupent. On ne peut parler de pharmacien et de faux pharmaciens, les autres là sont de bandits véhiculant des poisons, des armes biologiques. Hélas, notre pays est trop

large, mais cela expose la population. L'État devrait veiller davantage à cela. Les charlatans ne dépendent pas de nous, car les pharmaciens sont sur le tableau de l'ordre et les autres ne devraient pas exercer.

On doit débarrasser la ville de ces gens-là. Il faut se méfier des médicaments moins chers. Votre vie en dépend. Mais l'ordre des pharmaciens ne contrôle pas les institutions, c'est une affaire de l'inspection ■

Fidèle Bwirhonde

## Un nouveau parti centriste congolais Sponsorisé « Alliance des Patriotes de la Nouvelle Génération »

**I**l est le dernier né des partis politiques congolais. Il vient se frayer un chemin parmi **plus de 457 partis autorisés à fonctionner**. L'Alliance des Patriotes de la Nouvelle Génération (APNG) fait échos dans le Haut-Katanga, après son lancement officiel à Kinshasa.



Le parti revendique l'identité centriste. D'une approche voulue scientifique, l'APNG dit militer pour un Congo nouveau et émergent. Bref, une nouvelle vision. Il s'agit aussi de faire luire la face de la RDC, évitant le « contentieux entre la communauté de puissances et la RDC » connus depuis Lumumba. D'où "nouvelle génération", explique le professeur Banza Malale, un des hauts-cadres du parti.

### L'APNG, une nouvelle vision

Professeur et avocat près la cour d'appel de Lubumbashi, Banza Malale Makuta rassure que le parti APNG a une seule vision. Elle poursuit « la consolidation de l'unité nationale pouvant résoudre les problèmes

congolais. » C'est la seule possibilité de développer la RDC, confie-t-il. Ce juriste qui dit n'avoir jamais voulu appartenir à un parti politique, s'y retrouve finalement. C'est vu « la nécessité d'une vraie unité nationale » qu'il a milité à la création de l'APNG.

De la majorité comme de l'opposition, voire de la société civile, l'APNG attend des adhérents ayant de nouvelles visions pour l'avenir de la nation. « Chacun a une idée pour le bien de ce pays et en finir avec les crises historiques. » D'où sa vision d'impulser « la création d'une académie pour la formation de l'élite congolaise afin que chacun s'approprie l'APNG et les méthodes de la bonne

gouvernance ».

### Un objectif, un parti

Lors de son annonce à Lubumbashi, Banza Malale a défini l'objectif de l'APNG. « Faire de tout congolais son membre effectif » en vue de « résoudre ensemble la crise au pays, en regroupant tous les politiques et la société civile. » Une vision d'unité plurielle que caresse ce juriste et professeur de droit à l'Université de Lubumbashi. Le Congo ne sera gouverné que par les congolais d'où la nécessité d'unir les congolais autour d'un idéal commun, évitant les discussions tribalo-ethniques ».

Banza Malale refuse, par ailleurs, par modestie, que son parti constitue une première, en s'ouvrant ainsi à toutes les tendances politiques. « Joseph KABILA l'a démontré en acceptant le 1+4 et un premier ministre de l'opposition, en poignardant la constitution. »

Cependant, Joseph Kabila reste le modèle type pour l'APNG, un parti qui se veut nouveau, différent et n'appartenant ni à la majorité ni à l'opposition ■

Eric Cibamba

## Pas de vacances de rêve pour tous

L'année scolaire s'achève en RDC, les vacances démarrent. Plusieurs écoles, au primaire et au secondaire, ont libéré les élèves. Les enseignants calculent les totaux annuels des épreuves, les parents et élèves, eux, pensent déjà aux vacances.



Likasi, chez mon oncle. Si je reste, je vais faire des exercices de la coupe et couture parce que j'ai ma machine à la maison », explique une jeune fille de 14 ans.

Gauthier Kinoe, pour sa part, s'apprête à trouver un petit travail qui rémunère, durant les vacances. L'argent gagné devra contribuer à « la préparation de la rentrée prochaine. J'aide ma mère qui est veuve », raconte-t-il.

Bouche Kazadi, au quartier huppé de Lubumbashi, Lido, a déjà envoyé ses deux enfants à Likasi, en vacances pour « connaître la grande famille. » Le 02 juillet, jour de clôture officielle de l'année scolaire, ils reviendront connaître leurs côtes.

A l'image de Clarisse Lami, d'autres enfants vont rester en famille. Ils n'iront pas à Kinshasa, comme d'habitude. Le contexte économique se détériore. « Je manque l'argent pour payer de billet d'avion. » Au moins, pour qu'ils ne s'ennuient pas à la maison, la mère a payé son abonnement pour « des chaînes de dessins animés » cryptées.

### Les vacances avec la mairie de Lubumbashi

Emmanuel Mukole est chargé des associations et mouvements de jeunes à la mairie de Lubumbashi. Il prévoit des visites guidées et de jeux, comme encadrement des écoliers en vacances. Il espère ainsi

« faire des jeunes des patriotes et éloigner de la délinquance ». La mairie espère coordonner les mouvements des jeunes publics et privés et leur offrir en plus de la sécurité. Le mouvement catholique Kiro (Christ-Roi), les scouts ... prévoient déjà des campings et attendent « la signature du maire de la ville à la fin du mois de juillet. »

« Toutes les organisations doivent d'abord commencer par censurer avant de pratiquer une activité pendant ces vacances », conformément aux exigences de la ville, explique Emmanuel Mukole. Mais généralement, la mise en pratique de ces exigences ne suit pas toujours.

### Le rêve des vacances, pas toujours facile

Certains élèves savent comprendre ce que vivent leurs familles et se montrent parfois sages. « Je peux ne pas voyager : ça dépend de mes parents. Mais j'ai envie de partir à

Le 2 juillet démarrent les grandes vacances, longues de plus d'un peu plus de deux mois, avant le retour en septembre, d'une nouvelle année d'études ■

Simplice Bambe



Abonnez-vous à

**CD Hebdo**

**À partir de 5 USD**

Et profitez en plus de notre édition électronique

## La malaisée renaissance de Lupopo

**L'**un de grands clubs de football de la R.D. Congo, le Fc Lupopo connaît de profondes secousses internes depuis près de 10 ans. L'équipe a perdu un peu de sa fierté. Crises successives, les cheminots n'ont eu en plus peu performantes dans les compétitions congolaises.



Le logo du Saint Eloi Lupopo. Source : Commons, Wikipedia.

La crise de leadership qui a secoué les Lumpa (fans et membre de Lupopo) est passée. Plus de tension, comme en 2016. Cette année-là, l'équipe se trouvait à changer ses dirigeants, sur fond des contreperformances accumulées, toutes compétitions confondues.

### La crise passée, Lupopo recherche des résultats

Le calme règne « *au sein de Lupopo, après une crise qui a failli faire disparaître l'équipe* », déclare à Congo Durable, Bambino Kabulo, le directeur de communication de Lupopo.

Le nouveau comité de gestion « *a maîtrisé les choses* ». Depuis, les gestionnaires recrutent, « *par-ci, par-là* ».

« *Ce n'est pas de la sorte qu'une équipe doit évoluer, mais nous-nous sommes rat-trapés*, reconnaît Bambino Kabulo. *Aujourd'hui, poursuit-il, si on continue à parler de Lupopo, c'est déjà un bon pas.* » Mais les résultats qui fassent sourire tout

### Un perpétuel recommencement

En destituant le président Victor Kasongo en 2016, l'Assemblée générale de Lupopo a élu Faustin Bokonda. C'est un retour d'un ancien président du club, « *sans remise et reprise* » avec son prédécesseur. Son comité dit être alors « *parti de zéro* », une tâche pas facile. L'équipe a perdu, en plus, des sponsors qu'elle « *ne pouvait pas reprendre* », estime le Bambino Kabulo.

### Lupopo : comité de gestion, joueurs, fanatiques

Les supporters de Lupopo sont exigeants, mais réputés fidèles. Ils veulent des résultats sur le terrain, et tiennent à l'œil les gestionnaires. « *Au départ, même les fans voulaient gérer l'équipe comme une histoire de la rue* », indique Bambino Kabulo, fier que son comité ait apaisé les ardeurs. La paix n'arrive, finalement, qu'au terme d'une belle conjugaison : des joueurs qui gagnent des matchs, signe que le comité gère bien. Et, c'est avec l'écoute,

pour les gestionnaires, des fanatiques.

### Bokonda n'a pas le bâton de Moïse

En revenant à la tête de Lupopo, Faustin Bokonda savait combien les fans avaient besoin de bons résultats qui fassent sourire de nombreux supporters déçus. Ils rêvent des victoires, parfois écrasantes, sur le rival TP Mazembe, n'a pas cessé de le battre depuis plusieurs années. Mais sans sponsors, Lupopo est en peine. C'est le président de l'équipe qui irait jusqu'à payer de sa poche. « *Faustin se démène seul avec l'argent de sa famille* », pendant que des joueurs sont devenus de plus en plus exigeants, indique le chargé de communication de l'équipe. Il faut pourtant maintenir ces joueurs qui ont leurs collègues partis tenter leur chance en Zambie.

Favoris de la 22<sup>e</sup> édition du championnat national de football, Fc Lupopo n'a pas réussi à se hisser en phase finale, les play-off. Il se contente désormais de la Coupe du Congo, moins prestigieuse que la Linafoot, mais qui donne le droit de participation à la coupe des confédérations de la CAF en cas de victoire.

A Kolwezi, de joueurs ambitieux, Manassé Mbedi, Kayembe Alidor, Trésor Tshibwabwa... ont gagné avec brio tous leurs matchs. Lupopo vit peut-être le début de sa renaissance■

Alain Basila et Richard Muteta